

DOSSIER DE PRESSE

Dimanche 9 juin 2013
Crozon - Le Fret (Finistère) • 10^h - 18^h
FESTIVAL
DEBOUT TOUT LE MONDE !



Pour l'élimination des armes nucléaires
Pour une civilisation de justice et de paix

Renseignements / départs collectifs :

Courriel : paix.bretagne@gmail.com • Site web : culturedelapaix.org
Facebook : Bretagne Mouvementpaix • Tél : 02 99 51 24 03 / 06 85 02 87 14

POUR :

- La justice, la dignité, la solidarité, la paix
- Une convention mondiale d'élimination des armes nucléaires
- La diminution des dépenses d'armement et l'interdiction du commerce des armes
- Un développement humain respectueux des individus et de la planète



CONTACT :
Roland Nivet
Tel : 06 85 02 87 14
Mail : roland.nivet@gmail.com



SOMMAIRE

■ COMMUNIQUÉ DE PRESSE.....	P 3
■ PROGRAMME DU FESTIVAL.....	P 4
■ LETTRE OUVERTE AUX ÉLUS DE BRETAGNE POUR UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE.....	P 7
■ UN FESTIVAL POUR AGIR MAINTENANT.....	P 8
■ LA CONVENTION MONDIALE D'ÉLIMINATION DES ARMES NUCLÉAIRES EN VOIE D'ÊTRE GAGNÉE PAR UNE MOBILISATION INTERNATIONALE DE MASSE.....	P 9
Ils s'engagent :	
• La Croix rouge internationale et le Croissant Rouge.....	P 9
• Une majorité des États.....	P 9
• Le Secrétaire général de l'Onu	P 10
• Les réseaux d'action internationaux	P 10
• Plus de 5000 municipalités et maires à travers le monde.....	P 10
• Les organisations internationales syndicales.....	P 10
• Le Vatican.....	P 10
• Les institutions internationales.....	P 11
■ LE CAS DE LA FRANCE : UNE POLITIQUE DE DÉFENSE EN QUESTION	
• L'État français viole le Traité de non-prolifération	P 12
• Un Livre blanc de la Défense : quelle défense pour quelle paix ?.....	P 12
• Une loi de programmation militaire sans remise en cause.....	P 12
• Quel est le coût pour les Français ?	P 13
■ MESSAGE DE SOUTIEN DE JACQUES GAILLOT.....	P 14
■ MESSAGE DE SOUTIEN DE PAUL QUILÈS ET DU GÉNÉRAL NORLAIN.....	P 15
■ LES ORGANISATEURS DU FESTIVAL	P 16
■ LES PARTENAIRES.....	P 16

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La paix et le désarmement, éléments constitutifs d'un autre monde possible et nécessaire

Le contexte

La crise globale que connaît le monde creuse les inégalités au sein des États et entre les États, condamnant des millions d'hommes et de femmes à l'austérité, au chômage, aux licenciements, à la précarité et dans certaines régions à la misère, l'analphabétisme, la faim c'est-à-dire autant de violences économiques et sociales qui font le lit des intégrismes, des fascismes et nourrissent les violences et les guerres. Dans le même temps, les dépenses mondiales d'armement ont doublé en 12 ans passant de 800 milliards de dollars par an à 1320 milliards de dollars*, la privatisation des fabrications d'armes et le commerce de ces armes s'accroissent et enfin, la prolifération des armes nucléaires persiste.

Face à cette situation, des réseaux de luttes et de solidarité se créent du plan local au niveau mondial montrant l'existence de convergences d'intérêts entre les peuples. Parmi les aspirations fondamentales que partagent les peuples, il y a l'aspiration à une culture et une civilisation de justice et de paix.

Pour permettre à ces solidarités et à ces aspirations de s'exprimer dans des convergences de luttes et de rencontres, les mouvements de paix en Bretagne ont décidé d'organiser le dimanche 9 juin 2013 à Crozon dans le Finistère, un festival international pour une culture et une civilisation de justice et de paix face à la base de sous-marins nucléaires de l'Île Longue.

Les exigences

Ce rassemblement sera organisé autour de 3 exigences principales :

- pour une civilisation de justice et de paix à travers la promotion « d'une culture de la paix » telle que définie par l'Unesco et les Nations unies
- pour l'adoption en 2015 à l'ONU d'une convention internationale d'élimination des armes nucléaires
- pour la diminution des dépenses d'armement, contre le commerce des armes et pour l'augmentation des moyens consacrés au développement humain

Ces 3 exigences sont portées en France et dans le monde par des collectifs, forums et réseaux nationaux et internationaux qui rassemblent dans une grande diversité, des milliers d'organisations différentes et sont soutenues par de nombreux États et institutions internationales dont l'Unesco et plus largement les Nations unies à travers des décisions et des résolutions qui appellent les peuples et les États à l'action pour la paix.

En France ces exigences sont portées principalement par :

- le collectif pour la journée internationale de la paix
- le collectif national pour une convention internationale d'élimination des armes nucléaires (collectif ICAN)
- la semaine internationale de l'Onu pour le désarmement, la semaine de la solidarité internationale

Les acteurs

Notre objectif est de réaliser ce festival international pour une culture et une civilisation de paix en associant un maximum d'organisations, d'associations, d'artistes, d'individus, réunis sur la base de l'appel pour une convention internationale d'élimination des armes nucléaires.

Ce festival sera un lieu de débats, d'expressions artistiques et culturelles et d'une marche pour la paix rassemblant tous ceux qui pensent qu'un autre monde est possible, un monde libéré des politiques d'injustice, d'austérité et de domination à travers la mise en œuvre de politiques alternatives de justice, de partage, de solidarité et de paix s'appuyant sur les valeurs constitutives de la culture de la paix et mettant la dignité et la sécurité humaine au centre de leurs préoccupations.

Le débat démocratique

L'objectif est de contribuer à un vrai débat sur l'ensemble des questions liées à la paix, à la sécurité nationale et internationale et de peser sur les choix politiques afin d'obtenir des résultats concrets tels que la mise en place d'une convention d'élimination des armes nucléaires et la tenue de la conférence pour la création d'une ZEAN (zone exempte d'armes nucléaires) au Moyen-Orient.

* Source SIPRI 2010

PROGRAMME DU FESTIVAL

Durant tout le festival : espace musique concert en continu, espace art et paix avec des expositions et ateliers, espace librairie jeunesse, stands des organisations participantes, espaces restauration, buvette...

ESPACE « DÉBATS POUR UNE CULTURE DE LA PAIX »

L'objectif est de lancer le débat citoyen qui manque en France sur les questions de la paix, de la sécurité, de la Défense et du désarmement nucléaire. Ce débat est nécessaire à quelques mois du dépôt à l'Assemblée nationale de la loi de programmation militaire et a deux ans de la conférence de d'examen du Traité de Non-prolifération nucléaire à l'Onu.

Notre objectif est de donner à toucher la diversité des questions qui doivent être abordées quand on parle de construire la paix. Il est aussi de donner à sentir et à voir la diversité des organisations et des approches sur ces questions. Cette diversité constitue une des richesses de la campagne française pour le désarmement nucléaire.



10H-14H30

ESPACE A ET B

■ ESPACE A : CULTURE DE LA PAIX, VIOLENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES ET PAIX

- 1- Thème : **Agir pour la paix : les femmes, les jeunes et les artistes ont-ils un rôle spécifique dans la lutte pour la paix ?**
- 2- Thème : **Face aux violences économiques, sociales et guerrières qui s'exacerbent avec la crise du système, le choix entre culture de la guerre ou culture de la paix et de la non-violence n'est-il pas un choix de société ?**
- 3- Thème : **L'austérité, l'emploi, la bombe et la paix : penser notre avenir en Bretagne ! Quelles alternatives et quels enjeux pour la préparation des prochains plans de développement de la Région Bretagne ?**

■ ESPACE B : PAIX - DEVELOPPEMENT HUMAIN ET ENVIRONNEMENT



- 4- Thème : **Environnement et paix : réchauffement climatique, transition énergétique, nucléaire civil et militaire**
- 5- Thème : **Paix et développement. Comment construire la paix en Afrique ?**
- 6- Thème : **Les enjeux de la mise en place d'une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient**

Participeront aux débats : Arielle Denis (ICAN Europe), Bernard Ravenel, Thierry Gourlay (Secrétaire régional de la Cgt), Yannick Malenfant (représentation nationale de la Confédération CGT), une pacifiste israélienne invitée de l'AFPS, Roland Weyl, Vice-président de l'association internationale des juristes démocrates, Pol Huellou (Artistes pour la Paix), Marlène Tuininga (Marche mondiale des femmes), Yannick Jadot (EELV), Gérard Levy (commission paix de EELV), Yves-Jean Gallas (collectif OTAN/Afghanistan), Josette Fourme (Association internationale des éducateurs à la paix), Khaled Drider (FSU), Georges Ploteau (ARAC), Jean-Marie Matagne (ACDN), Dominique Lalanne (Armes nucléaires STOP), Sawsan Salim (Kurdish & Middle Eastern Women's Organisation).

13H30

■ DEBAT AUTOUR DU LIVRE « ARRÊTEZ LA BOMBE » (Editions du Cherche Midi)



Ecrit par Paul Quilès (ancien ministre de la Défense), Bernard Norlain (ancien général d'armée), Jean Marie COLLIN (consultant sur les questions de Défense) lequel présentera l'ouvrage au nom des trois auteurs.

Avec la participation de :

- **Jean Marie Collin** : Consultant sur les questions de Défense
- **Arielle Denis** : Campagne Internationale pour le Désarmement Nucléaire (ICAN Europe)
- **Pierre Dufour** : Mouvement pour une alternative non-violente (MAN). Participant à la mission d'intervention civile de paix de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) dans les Balkans. Il évoquera brièvement le livre « Entrer dans l'âge de la non-violence » par Jean-Marie Muller, préface de Stéphane Hessel
- **Monique Chemillier-Gendreau** : Universitaire, spécialiste de droit international sur le thème, le droit international et le désarmement nucléaire

FEST-DEIZ AU PORT DU FRET 16H30



LES SOLIDARITES INTERNATIONALE DANS L'ACTION

14H30

■ PRISES DE PAROLE

- **Arielle Denis** : Responsable du réseau ICAN pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient
- **Daniel Blaney** : Vice-chair of English CND (GB)
- **Peter Lemare** : English CND (Exeter et Devon)
- **Alyn Ware** : Coordonnateur du réseau des parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement (contacts en cours)
- **Sawsan Salim** : Directrice de Kurdish & Middle Eastern Women's Organisation
- **Survivants d'Hiroshima** (contacts en cours)

MARCHE POUR LA PAIX 15H30



Avant le festival, trois marches sont organisées dans l'Ouest. Au départ de Saint-Servan (près de Saint-Malo), de Rennes et de Saint Nazaire, les 3 marches se rejoindront à Crozon le 9 juin à 15h30 pour former une seule et même marche finale jusqu'au port du Fret, face à la base des sous-marins nucléaires.

ARTISTES POUR LA PAIX

■ Concerts et plateau musical découverte *Participation bénévole des artistes*

Gwen ar Born : chansons
Trio Bléjean : musique celtique
Duo Péron-Larivain : musique bretonne
Zogo : rock algérien
Fanfare Dary Cowl & the Gang
François Lucas : accordéon
Vasken Solakian : world music
Pol Huellou : world music
Claude Couanne : chanson française
Bro Ar men : world music
Mona Jaouen : chansons

■ Présentation d'une oeuvre d'art « Guerre ou paix »

Œuvre réalisée spécialement pour ce rassemblement par Alain AUREGAN, plasticien.

■ Exposition « Art et paix »

■ **Concours de photos pour la paix lancé sur facebook** : <http://www.facebook.com/bretagne.mouvementdelapaix>

UN VOILIER POUR LA PAIX À CROZON



Bateau de Serge Ruest en Bretagne

En solidarité avec le collectif de Bretagne et du grand Ouest, l'équipage franco-anglais du voilier de la paix naviguera vers Crozon pour une Europe et un monde de paix, pour arrêter les programmes de modernisation des armes nucléaires en cours, tant à l'Île Longue en Bretagne, qu'à Faslane pour la base Anglo-Américaine ou à Aldermaston pour la fabrication des bombes.

Peter Le Mare, membre de l'équipage, est un militant très actif de la CND (Campaign for Nuclear Disarmament). Il sillonne les mers à bord d'un voilier dénommé Peace Boat et « Be Desarming » qui signifie « Soyez désarmants » pour exiger le respect du droit international et la mise en œuvre d'une convention d'élimination des armes nucléaires.

En solidarité avec le collectif de Bretagne et du grand Ouest, l'équipage franco-anglais du voilier de la paix naviguera vers Crozon pour une Europe et un monde de paix, pour arrêter les programmes de modernisation des armes nucléaires en cours, tant à l'Île Longue en Bretagne, qu'à Faslane pour la base Anglo-Américaine ou à Aldermaston pour la fabrication des bombes.



Peter Le Mare est originaire de Penzance (GB)

Peter Le Mare, membre de l'équipage, est un militant très actif de la CND (Campaign for Nuclear Disarmament). Il sillonne les mers à bord d'un voilier dénommé Peace Boat et « Be Desarming » qui signifie « Soyez désarmants » pour

exiger le respect du droit international et la mise en œuvre d'une convention d'élimination des armes nucléaires. Cette fois-ci, Peter Le Mare est accueilli par le Mouvement de la Paix sur un bateau d'un militant rennais. Il part aujourd'hui du Morbihan pour rejoindre par étapes successives le cap de Crozon en s'arrêtant à Lorient, Belle-Île, Concarneau et Audierne.

Ce voyage a pour but de montrer les réseaux de solidarité qui existent entre les pacifistes anglais et français pour la fermeture des deux seules bases de sous-marins nucléaires existant dans l'arc atlantique à savoir Faslane et l'Île Longue. Depuis une vingtaine d'années, le Mouvement de la Paix en Bretagne est jumelé avec les comités de la CND (Campaign for Nuclear Disarmament) en Cornouaille anglaise et également avec la CND d'Exeter et du Devon.

Nous dénoncerons ensemble les programmes de modernisation qui sont conduits tant en France qu'en Angleterre. Le programme de modernisation mis en place en Angleterre pour la modernisation des Tridents (nom des missiles anglo-américains de Faslane) qui sont les cousins du programme M51 vont coûter aux contribuables anglais 120 milliards de livres anglaises.

Ensemble nous demanderons que l'Europe soit déclarée zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN).

PARCOURS

Mercredi 5 juin – Belle Île

Jeudi 6 juin – Lorient 16h-18h

Vendredi 7 juin – Concarneau 17h-18h

Contact sur place : Christian Colimard 06-67-90-42-64

Dimanche 9 juin – Le Fret

Pour contacter le skipper du voilier :
Serge Ruest, militant au Mouvement de la Paix
Tel : 06 83 07 47 69

LE MISSILE PACIFISTE J'M LA VIE, J'M LA PAIX

Vedette du festival

Il est le pendant pacifiste du missile M51 qui a explosé en plein vol au large de Penmarc'h



LETTRE OUVERTE AUX ÉLUS DE BRETAGNE

POUR UN DÉBAT DEMOCRATIQUE

INVITATION

Debout tout le monde
CITOYENS ET ÉLUS pour le débat démocratique
sur toutes les questions liées à la paix et à la culture de la Paix

Paix et modernisation des armes nucléaires en France **et si on ouvrait le débat entre citoyens et élus ?**

Nous vous invitons aux débats du 9 juin organisés dans le cadre du festival Debout tout le Monde pour la justice, la paix et le désarmement nucléaire quelle que soit votre appartenance politique.

Pendant les 30 dernières années, la France a travaillé, à raison d'environ 4 milliards par an pour moderniser l'ensemble de ses armements nucléaires à travers l'installation sur la base de sous-marins nucléaires de l'Île Longue :

- de quatre sous-marins nucléaires de nouvelle génération (SNLE-NG)*
- de 16 missiles de type M 45 sur chaque sous-marin*
- de six bombes atomiques (TN75) sur chaque missile. Chaque bombe ayant sa trajectoire autonome. Au total potentiellement 96 bombes atomiques par missile, soit au total 384 bombes atomiques représentant de l'ordre de 4000 fois la bombe atomique larguée sur Hiroshima laquelle a tué 140 000 personnes en quelques secondes.*

Ce programme de modernisation s'est achevé en 2009. On aurait pu s'arrêter là mais non.

S'est engagé dès 2010, la mise en place d'un nouveau programme appelé programme M51 visant à remplacer tous les missiles de type M45 et toutes les bombes de type TN75 qui ont été installées au cours de ces dernières années. Les crédits consacrés à la dissuasion sont de 4 milliards par an.

Le programme M51 devrait coûter au total de l'ordre de 31 milliards d'euros soit l'équivalent du salaire de 18 000 enseignants et de 18 000 infirmières pendant 20 ans.

Sans oublier la dangerosité comme le montre l'explosion au bout de 10 secondes de vol du M51 testé au large de Penmarc'h.

À qui profite le crime ? Lagardère and Co ?

Et si élus et citoyens, nous discutons vraiment de cette question et des modalités de mise en œuvre du Traité de non-prolifération nucléaire sachant qu'en 2015 va se tenir à New York, la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire ?

En organisant le dimanche 9 juin à Crozon en face la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue le festival « Debout tout le monde pour la justice, la paix, le désarmement nucléaire », le collectif de Bretagne pour le désarmement nucléaire souhaite lancer le débat public sur cette question.

Sept débats d'une heure seront consacrés à ces questions. Quelle que soit votre appartenance politique, nous vous invitons en tant qu'élus (locaux, conseils généraux, conseil régional, députés et sénateurs) à participer à ces débats.

Citoyennement,

*Debout tout le monde
pour le débat démocratique*

UN FESTIVAL POUR AGIR MAINTENANT POURQUOI EN BRETAGNE ?

■ Informer la population locale et l'opinion publique



Explosion du M51 au large de Penmarc'h

La stratégie de dissuasion conduit la France à sans cesse améliorer la puissance et la sophistication de ses armes nucléaires. Elle a engagé à l'Ile Longue un vaste processus de modernisation des missiles M45 pour passer à la nouvelle génération de missiles, les M51. Le coût exorbitant lié à cette modernisation est tout à fait surprenant voire scandaleux dans un contexte de crise économique.

A l'issue du Forum pour la paix tenu à Brest en septembre 2012, il a été décidé d'engager une grande opération de ré-information de l'opinion publique dans cette région qui accueille, sur la base de sous-marins nucléaires, de l'ordre de 90 % des armes nucléaires françaises.

En effet, la base de l'Ile-Longue dans le Finistère, abrite quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) contenant chacun l'équivalent d'une mini-centrale nucléaire avec à son bord, seize missiles nucléaires d'une puissance 1.000 fois supérieure à la bombe d'Hiroshima. Le parc de missiles nucléaires gérés à l'Ile-Longue serait d'une cinquantaine d'éléments, soit 3.000 à 4.000 Hiroshima.

Ces armes sont assemblées, manipulées et stockées à Guenvenez (site industriel à 4 km de l'Ile-Longue) et voyagent d'un site à l'autre. Les risques encourus par la population sont réels.

Des milliers de Brestois proches de la base navale de Brest recevront des pastilles d'iode à titre préventif. Le risque zéro n'existe pas et nul n'est à l'abri d'un accident nucléaire. Les habitants risquent sans le savoir d'être contaminés. Dans cette hypothèse, ce n'est pas seulement les riverains mais toute la Bretagne qui est menacée.

■ L'emploi, la paix, la bombe et l'avenir de la Bretagne

Le mouvement pour le désarmement nucléaire est nécessaire et inéluctable. L'arme nucléaire et le lobby militaro-industriel qui s'y rattache ne constituent pas la solution pour l'emploi et le développement durable de la Bretagne.

En prévision du processus de désarmement nucléaire à venir, il est nécessaire d'anticiper afin d'agir pour l'emploi ainsi que pour le développement économique et social de la Bretagne.

Les programmes qui seront financés à travers le prochain contrat de projet État-Région et les fonds structurels européens doivent permettre d'anticiper sur les évolutions à venir.

Les organisateurs du festival en débatteront et feront des propositions en particulier au cours du débat consacré à cette question.

LA CONVENTION MONDIALE D'ÉLIMINATION DES ARMES NUCLÉAIRES EN VOIE D'ÊTRE GAGNÉE PAR UNE MOBILISATION INTERNATIONALE DE MASSE

ILS S'ENGAGENT :

■ La Croix Rouge internationale et le Croissant Rouge

En novembre dernier, la Croix Rouge internationale et le Croissant Rouge, comptant près de 100 millions de membres et bénévoles du monde entier, ont adopté une résolution historique soulignant les dangers humanitaires des armes nucléaires et appelant les gouvernements à « *poursuivre de bonne foi et à conclure des négociations avec urgence et détermination pour interdire l'utilisation et éliminer complètement les armes nucléaires par un accord international juridiquement contraignant* ».

La Résolution affirme que les Délégués sont « *profondément préoccupés par la puissance destructrice des armes nucléaires, les indicibles souffrances humaines qu'elles provoquent, la difficulté de contrôler leurs effets dans l'espace et le temps, la menace qu'elles représentent pour l'environnement et les générations futures et les risques d'escalade qu'elles créent* ».

■ Une majorité des États

Les trois-quarts des nations du monde soutiennent la proposition du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon pour un traité visant à interdire et éliminer les armes nucléaires, selon une étude publiée le 15 janvier 2013 par la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN)*. Sur les 146 pays à avoir déclaré leur volonté de négocier un nouveau pacte de désarmement mondial, quatre conservent des arsenaux nucléaires : la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord.

Au vu de l'accroissement des dangers nucléaires dans le monde et l'absence de progrès dans le sens de l'abolition du nucléaire, le compte à rebours de la Doomsday Clock (L'horloge de l'Apocalypse) du Bulletin of the Atomic Scientists a été avancé d'une minute de l'heure fatidique de minuit.

Selon Tim Wright, militant ICAN et auteur de l'étude, « *la grande majorité des nations croit qu'il est temps d'interdire les armes nucléaires de la même manière que les armes biologiques et chimiques ont été interdites. Le désarmement nucléaire ne peut pas continuer à un rythme d'escargot. Il doit être accéléré, et la meilleure façon d'y parvenir est par un traité de désarmement nucléaire global avec des échéanciers et des repères pour éliminer les stocks d'armes nucléaires. Ce doit être le prochain grand objectif de négociation de la communauté internationale.* »

Le soutien à un traité visant à abolir les armes nucléaires a considérablement augmenté depuis 2008, lorsque le Secrétaire général a fait d'un tel traité, la pièce maîtresse de son plan d'action de désarmement nucléaire. Lors de la conférence d'examen de mai 2010 du traité de non-prolifération nucléaire bien mal en point, deux références à une convention d'armes nucléaires ont pu apparaître dans le document final, malgré les vives protestations de quelques nations possédant l'arme nucléaire.

L'étude d'ICAN montre que les nations qui soutiennent l'interdiction des armes nucléaires représentent environ 81 % de la population mondiale. Seuls 26 pays sont opposés à un tel traité, et 22 d'entre eux sont plutôt hésitants, d'après l'étude.

De nombreuses voix s'élèvent de plus en plus à l'échelle mondiale dont une grande majorité d'Etats, d'ONG, d'élus ainsi que la Croix Rouge internationale pour abolir l'arme nucléaire.

* Lire l'étude complète (en anglais) <http://www.icanw.org/positions>

■ Le Secrétaire général de l'Onu

Depuis de nombreuses années, le Secrétaire général de l'Onu Ban Ki-Moon, appelle les Etats au désarmement nucléaire. Il a notamment lancé en 2009, une campagne pluridimensionnelle sous le slogan « ADM — nous devons désarmer ». Durant les 100 jours de la campagne, les Nations unies ont sensibilisé le public aux dangers et au coût des armes nucléaires en publiant quotidiennement une raison pour laquelle le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont si importants au moyen de Twitter, et des réseaux sociaux Facebook et MySpace.

<https://www.un.org/fr/events/peaceday/2009/100reasons.shtml>

■ Les réseaux d'action internationaux

• *International Campaign Against Nuclear weapons (ICAN)*

depuis sa création en 2007 dans une douzaine de pays, ICAN a développé des stratégies coordonnées et a renforcé les liens entre les campagnes nationales et l'action internationale, en élargissant le mouvement d'abolition à d'autres secteurs et en diffusant l'information sur la nécessité d'une interdiction totale des armes nucléaires comme étant le chemin le plus réaliste pour parvenir à l'abolition.

• *Global Zero*

Global Zero est un groupe international indépendant de 300 dirigeants du monde et d'experts qui œuvrent pour l'élimination étape-par-étape de toutes les armes nucléaires d'ici à 2030. L'initiative, lancée en Décembre 2008, promeut un retrait progressif, la vérification de la destruction de toutes les armes nucléaires détenues par les membres officiels et officieux du club nucléaire. La campagne Global Zero travaille à la construction d'un consensus international et à un mouvement mondial de dirigeants et de citoyens pour l'élimination des armes nucléaires.

■ Plus de 5000 municipalités et maires à travers le monde

• *Mayors for Peace*

Créé en 1982 à l'initiative des maires de Hiroshima et Nagasaki, Mayors for Peace est une organisation internationale des villes, qui se consacre à la promotion de la paix et soutient les négociations en vue de l'élimination des armes nucléaires d'ici à 2020. Avec plus de 5000 villes adhérentes dans 156 pays, le réseau Mayors for Peace a pour objectif de protéger les citoyens des conséquences dramatiques de l'utilisation des armes nucléaires en oeuvrant pour leur élimination. La branche française de Mayors for Peace (Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix - AFCDRP) compte aujourd'hui plus de 120 collectivités locales membres.

■ Les organisations internationales syndicales

Les syndicats du monde entier, via la Confédération syndicale internationale, se sont engagés à soutenir le Secrétaire général de l'Onu ainsi que l'association Mayor for Peace en lançant en 2009 une pétition qui a recueilli plus de 670 000 signatures.

■ Le Vatican

« La plus dangereuse de toutes les idées héritées de la Guerre froide est la conviction que la dissuasion nucléaire est essentielle à la sécurité d'une nation. Le maintien de la dissuasion nucléaire au 21ème siècle ne sera pas une aide mais un obstacle à la paix et au désarmement nucléaire authentique ». L'observateur permanent du Saint-Siège à l'ONU, Mgr Francis Chullikatt, a fait observer que l'Eglise s'est toujours clairement opposée au recours aux armes nucléaires qui sont nécessairement utilisées sans discernement et dont les effets sont dévastateurs. En mars 2010, Mgr Stenger, président de Pax Christi France a écrit au président de la République française, peu avant la tenue de la Conférence d'examen du Traité de non prolifération, rappelant la position de l'Eglise sur cette question. Plus d'un an après il n'observe pas d'évolution notable vers le désarmement nucléaire, au contraire.

■ Les institutions internationales

- ***Succès de la Conférence d'Oslo sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires***

Le gouvernement norvégien a accueilli les 4 et 5 mars 2013 à Oslo, une conférence internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. La Conférence était ouverte à tous les États intéressés, aux organisations humanitaires, à l'ONU, à la Croix-Rouge, et aux représentants de la société civile.

La conférence historique mondiale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires a permis de préparer le terrain pour une nouvelle initiative vers un traité d'interdiction.

Un grand nombre d'États et d'organisations ont convenu que la compréhension des conséquences humanitaires globales des explosions nucléaires devrait être le point de départ d'une action urgente visant à interdire et éliminer les armes nucléaires.

Lors de la réunion organisée par le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, 132 États, plusieurs agences des Nations unies - y compris OCHA, le PNUD et le HCR, ainsi que la Croix-Rouge internationale et ICAN - ont présenté leurs conclusions sur les conséquences catastrophiques d'une explosion nucléaire sur l'environnement, le développement, et sur la santé. Ils ont conclu qu'aucun plan d'intervention internationale ne pourrait effectivement être mis en place pour répondre à un tel événement. Les faits et les preuves données par de nombreux États les engagent à prendre la responsabilité d'agir pour empêcher toute utilisation accidentelle ou intentionnelle de ces armes de souffrance massive.

- ***Révision du Traité de non-prolifération nucléaire : une nouvelle dynamique pour 2015***

La Conférence d'examen de 2010 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) a intégré dans son acte final, la référence à l'impact humanitaire des armes nucléaires. Les États comme la Suisse ou la Norvège se sont engagés avec conviction dans cette voie, entraînant d'abord 16 États puis 35, puis 132, dont deux puissances nucléaires l'Inde et le Pakistan.

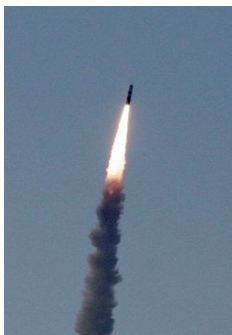
Du 22 avril au 3 mai 2013, le Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2015 du TNP a réuni à Genève, 106 États parties, cinq organisations internationales et 53 organisations non gouvernementales sous la présidence de l'ambassadeur Cornel Feruta de Roumanie.

La pression grandissante des États, des organisations internationales et de la société civile engendre une toute nouvelle dynamique en prévision de la Conférence d'examen du TNP de 2015 pour enfin aboutir à un Traité d'interdiction des armes nucléaires.

LE CAS DE LA FRANCE

UNE POLITIQUE DE DÉFENSE EN QUESTION

■ L'État français viole le Traité de non-prolifération



Tous les États signataires du TNP, y compris les cinq « États dotés de l'arme nucléaire (EDAN) » – États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Chine – se sont engagés à mener des négociations en vue de parvenir au désarmement nucléaire. En effet, l'article 6 du TNP engage tous les États parties à un désarmement général et complet sous un contrôle international.

Or depuis des décennies, la France n'a eu de cesse de moderniser son arsenal en fabriquant des armes nucléaires toujours plus puissantes. La modernisation du programme M51, programme de modernisation de la FOST (Force Océanique Stratégique) constitue de fait, une violation caractérisée du Traité de non-prolifération nucléaire.

Cette politique favorise la prolifération des armes nucléaires en permettant à quelques États tel l'Iran ou la Corée du Nord de justifier des positions très dangereuses. La France se trouve en décalage et est aujourd'hui un obstacle majeur à la dynamique en faveur du désarmement nucléaire qui se crée partout dans le monde.

■ Un Livre blanc de la Défense pour quelle paix ?

Le Livre blanc de la Défense remis le 29 avril dernier au président de la République en vue de l'élaboration de la Loi de programmation militaire 2014/2019, a défini la stratégie de la Défense française jusqu'en 2019. Pourtant, rien ne laisse à penser qu'une réelle stratégie de défense de la paix ne soit envisagée : aucune remise en cause de la théorie de dissuasion nucléaire n'est évoquée, la sanctuarisation des armes nucléaires se poursuit, le budget est maintenu, la France confirme sa présence dans le commandement intégré de l'OTAN et les moyens se consolident pour les opérations extérieures telles que Serval.

Le gouvernement s'apprête à faire voter à l'automne, une nouvelle loi de programmation militaire maintenant un fort niveau de dépenses pour les cinq années à venir, et ce alors qu'il prétend ne pas avoir d'argent pour financer les dépenses sociales.

Le Mouvement de la Paix propose à l'État français l'adoption par le Parlement d'un Livre blanc de la culture de paix et la création d'un ministère de la culture de paix.

■ Une loi de programmation militaire qu'il faut remettre en cause

Le changement n'est pas au rendez-vous, la stratégie est la même, les modalités d'élaboration sont toujours sans aucun espace de débat démocratique.

La société civile devra peser de tout son poids auprès des parlementaires pour que s'amorce les vraies questions lors de cette loi de programmation militaire : quels besoins pour une politique de défense de sécurité et de paix dans un monde caractérisé par son multilatéralisme ? Quelles modalités pour accéder à une démilitarisation des relations internationales ? Quelles actions pour que le droit à la paix soit reconnu comme un droit fondamental ? Comment sortir des logiques de forces et de domination pour faire respecter la force du droit international telle que définie dans la charte des Nations unies ?

Ces questions doivent être mises en débat pour réduire de moitié les budgets militaires dans les 10 ans à venir. Le Mouvement de la Paix appelle les citoyens à participer à cette réflexion dans le cadre du Festival Debout tout le Monde pour l'élimination des armes nucléaires et pour une civilisation de justice et de paix.

■ Quel est le coût pour les Français ? ...

L'armement nucléaire coûte en moyenne aux citoyens français, 4 milliards d'€ par an (hors crédits de recherche et développement). Pour des armes qui ne sont pas sensées être utilisées, cela semble cher payé.

En pleine période de crise économique, le gouvernement doit trouver d'urgence 6 milliards d'euros en 2014 pour pallier le manque de croissance prévu par la Commission européenne. Dans le même temps, le SIPRI¹ évalue le montant des dépenses militaires de notre pays à respectivement 46,64 milliards d'euros en 2010, 45,11 en 2011 et 45,02 en 2012. La part des richesses mondiales détournées dans les dépenses militaires est toujours à un niveau insupportable et rien n'indique une volonté de les réduire d'une manière significative.



Il apparaît clairement qu'une part de ces sommes pourrait servir à des investissements utiles au développement économique et social de la France pour :

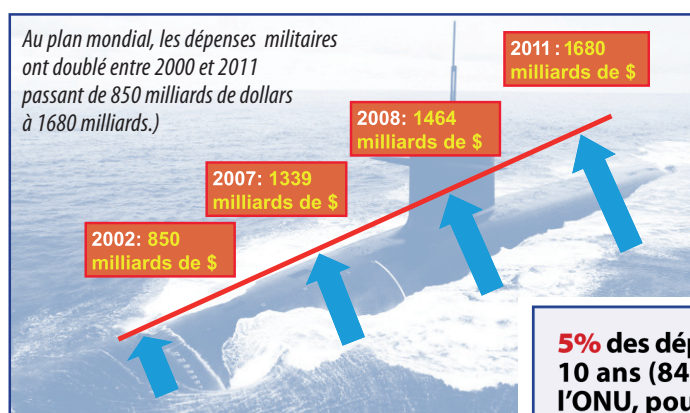
De l'argent pour l'éducation,



- développer les services publics
- financer des politiques d'emploi et de ré-industrialisation impliquant la reconversion des compétences et des équipements vers des productions civiles.
- faire face aux défis écologiques et énergétiques,
- développer une industrie du désarmement, de dépollution/désirradiation des sites, de déconstruction des porte-avions et sous-marins
- promouvoir une culture de paix à tous les niveaux (depuis l'éducation jusqu'aux actions diplomatiques internationales pour la paix).

Pourquoi poursuivre dans cette impasse sur le plan des valeurs humaines ? Ces dangereux gâchis financiers doivent être consacrés à la satisfaction des besoins humains les plus élémentaires et aux grands défis auxquels l'humanité doit faire face, contribuant ainsi à la construction d'un monde plus juste et plus sûr.

...dans un contexte d'augmentation des dépenses mondiales d'armement



5% des dépenses mondiales d'armements pendant 10 ans (840 milliards de \$) suffiraient, selon l'ONU, pour résoudre les principaux problèmes de l'humanité (alimentation en eau, éradication des principales maladies, analphabétisme, faim ...)



¹ Stockholm International Peace Research Institute : organisme international indépendant dédié à la recherche sur les conflits, les armements, le contrôle des armements et le désarmement .

MESSAGE DE SOUTIEN DE JACQUES GAILLOT, EVÊQUE DE PARTENIA AU FESTIVAL DEBOUT TOUT LE MONDE

Alors que vous serez face à la base des sous-marins nucléaires de l'Île longue, rappelez-vous que l'acte terroriste le plus important de l'histoire de l'humanité a été commis à Hiroshima et à Nagasaki.

Les premières bombes atomiques ont créé l'apocalypse au Japon.

Ce crime contre l'humanité n'a pas suffi à ouvrir les yeux des responsables des peuples.

Au contraire, ils se sont lancés dans la course folle de l'armement nucléaire, constituant un arsenal de bombes qui pourraient détruire, d'un moment à l'autre, notre planète.

Comme le disait Théodore Monod : « La préparation d'un crime est un crime. »

Votre manifestation a le courage de l'avenir.

En exigeant l'élimination de l'arme nucléaire, vous défendez les générations futures : Quel monde allons-nous leur laisser ?

Vous dénoncez l'immense gâchis financier que révèle chaque année le budget nucléaire militaire,

Vous donnez une chance à la paix.

Merci. Bon chemin. Bon soleil. Bonne lutte.

Jacques Gaillot
*Evêque de Partenia
Paris, le 2 juin 2013*

**MESSAGE DE SOUTIEN
DE PAUL QUILÈS ET DU GÉNÉRAL NORLAIN
AU FESTIVAL DEBOUT TOUT LE MONDE**

*Nous regrettons vivement de ne pouvoir d'être parmi vous pour participer au festival
« Debout tout le monde pour la justice la paix et le désarmement nucléaire ».*

Nous souhaitons un grand succès à votre mobilisation.

*Nous vous félicitons pour le travail de sensibilisation citoyenne que vous avez entrepris car
ce travail est utile et indispensable pour faire progresser en commun nos idées...*

*Les idées que nous avons développées dans notre livre ARRETEZ LA BOMBE, nous allons
continuer à les défendre !*

- en poursuivant notre action de remise en cause de la dissuasion nucléaire*
- en favorisant par des initiatives le débat nécessaire*
- en soutenant les mobilisations qui développent ces idées et le débat démocratique sur
cette question.*

Cordialement,

Paul Quilès
Ancien Ministre de la Défense

Bernard Norlain
*Général d'Armée Aérienne.
Ancien chef de cabinet militaire de Jacques Chirac
et de Michel Rocard-Ancien
Directeur des Hautes-Etudes de défense nationale
Paris, le 2 juin 2013*

LES ORGANISATEURS

■ Le collectif régional des organisations pacifistes de Bretagne et du grand Ouest



Le Mouvement de la Paix, association pacifiste créée en 1948 pour lutter contre les guerres, pour le désarmement et la Culture de la paix, coordonne le collectif régional. Ce dernier a pour but d'organiser des initiatives régionales sur la base d'une volonté commune. Il s'agit essentiellement de mutualiser les réflexions et les expériences afin de construire des activités en faveur de la paix et du désarmement nucléaire.

A l'initiative du Festival Debout tout le Monde, les organisations membres sont :

- **ABREDAP** (Association Bretagne pour une éducation de la paix),
- **AIEP-France** (Association internationale des éducateurs à la paix),
- **Armes nucléaires stop**,
- **Artistes pour la paix**,
- **Association des médecins pour la prévention des guerres nucléaires**,
- **Enseignants pour la paix**,
- **Le Mouvement de la Paix**,
- **Ligue internationale des femmes pour la paix**,
- **Maison de la vigilance**,
- **Marche mondiale des femmes**,
- **MAN** (Mouvement pour une alternative non-violente),
- **Pax Christi**,
- **UEP** (Université européenne de la paix).

LES PARTENAIRES

■ Le collectif ICAN



La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) vise à galvaniser le soutien de la population et des gouvernements pour un traité d'interdiction et d'élimination de toutes les armes nucléaires. Un tel traité interdirait la production, les essais, la possession et l'utilisation des armes nucléaires et établirait des mécanismes nécessaires pour les éliminer dans un délai convenu. Fort de ses 62 organisations françaises membres, le collectif ICAN soutient le Festival Debout tout le Monde.

Jusqu'à maintenant, plus de 200 organisations dans 60 pays ont adhéré à la campagne, entre autres les Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire ou Mayors for Peace, qui étaient parmi les premiers partenaires. Des personnalités y participent également en tant qu'ambassadeurs d'ICAN - dont le Dalaï Lama, le leader anti-apartheid Desmond Tutu, la lauréate du prix Nobel de la paix pour la campagne contre les mines antipersonnel, Jody Williams ou la légende du jazz Herbie Hancock.

ICAN entend renforcer l'engagement de la société civile et des gouvernements pour mettre à l'ordre du jour l'interdiction totale des armes nucléaires comme le prochain grand objectif de négociations de la communauté internationale. ICAN élargit son audience pour obtenir l'implication de nouvelles organisations travaillant dans l'humanitaire, les droits de l'homme ou l'environnement et pour collaborer étroitement avec les gouvernements qui soutiennent la campagne.

Les 63 organisations nationales françaises membres du Collectif ICAN France :

Abolition 2000 – France ; Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire – ACDN ; Américains contre la guerre – AAW ; Appel des Cent pour la Paix ; Armes nucléaires STOP ; Artistes pour la Paix ; Association des Libres Penseurs de France – ADLPF ; Association Française des Communes Départements Régions pour la Paix – AFCDRP ; Association France Palestine Solidarité – AFPS ; Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire – AMFPGN ; Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants, Résistants, Prisonniers et Victimes de Guerre – ANCAC ; Association Républicaine des Anciens Combattants – ARAC ; Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens – ATTAC ; Association des Travailleurs Maghrébins en France – ATMF ; Centre Quakers International ; Collectif des Objectrices et objecteurs du Tarn – COT 81 ; Collectif Non au Missile 51 ; Comité des Iraniens contre la Guerre – CICG ; Comité National pour l'Indépendance et le Développement – CNID ; Confédération Générale du Travail – CGT ; Confédération paysanne ; Coordination de l'Action Non-Violente de l'Arche – CANVA ; Droit Solidarité – Association internationale des juristes démocrates – AIJD ; Enjeu – Pionniers de France ; Enseignants pour la Paix – EPP ; Fédération Espérantiste du Travail – FET ; Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat – FNTE-CGT ; Fédération Syndicale Unitaire – FSU ; Femmes Solidaires ; Fondation Copernic ; Forum Plutonium ; Greenpeace France ; Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix – IDRP ; Institut Hiroshima-Nagasaki ; Le Mouvement de la Paix ; Les Alternatifs ; Les Verts ; Ligue des Droits de l'Homme – LDH ; Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté – LIFPL ; Maison de vigilance ; Mouvement pour une Alternative Non-violente – MAN ; Mouvement International de la Réconciliation – MIR ; Mouvement National de Lutte pour l'Environnement – MNLE ; Mouvement de l'Objection de Conscience – MOC ; Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté ; Mouvement Jeunes Communistes de France – MJCF ; Mouvement politique d'Education populaire – M'PEP ; Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples – MRAP ; Observatoire des armes nucléaires françaises – CDRPC ; Parti communiste Français – PCF ; Parti communiste des ouvriers de France – PCOF ; Pax Christi ; Réseau féministe « Ruptures » ; Réseau franciscain Gubbio ; Réseau Sortir du Nucléaire ; Ritimo ; Syndicat National des Chercheurs Scientifiques – SNCS-FSU ; Syndicat National de l'Enseignement Secondaire – SNES-FSU ; Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique – SNTRS-CGT ; Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et de la recherche – SNESup-FSU ; Union Bretonne des Syndicats de l'Action ; Culturelle – USBAC-CGT ; Union nationale Peuple et Culture ; Union pacifiste.